



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

détermination du revenu imposable

Question écrite n° 2143

Texte de la question

M. Pierre Cardo appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la mise en application des dispositions de l'article 83-3 du code général des impôts qui donne la possibilité au contribuable de préférer la prise en compte de ses frais réels à la déduction forfaitaire de 10 % au moment de sa déclaration de revenus. A cet effet, il peut retenir dans sa déclaration des barèmes kilométriques définis par l'administration fiscale pour l'utilisation d'un véhicule personnel ou un forfait défini pour la prise de repas à l'extérieur de son domicile. Ce forfait est également fixé annuellement et s'élève aujourd'hui à environ 18 francs par jour. Si le dernier paragraphe de l'article 83-3 donne des indications sur la nécessité de justifier par tout moyen utile à forger la conviction de l'administration fiscale de l'utilisation on peut s'interroger sur la nature des éléments que le contribuable est tenu à fournir pour justifier de ses frais de repas quotidiens pris à l'extérieur de son domicile. Aussi, il lui décrit la situation d'un contribuable qui travaille à un endroit éloigné de son domicile, qui ne dispose pas de facilités de restauration collective (cantine) et qui dispose d'une heure pour déjeuner, rendant ainsi le retour à son domicile impossible. Les éléments justifiant de cette situation ont pu être fournis. Malgré tout, l'administration fiscale exige du contribuable la présentation de justificatifs précis pour tous les jours de prise en compte du barème forfaitaire. Si l'administration de la preuve de l'utilisation du véhicule personnel (factures d'entretien, attestation de l'employeur, absence de transports en commun, horaires de travail décalés, etc.) semble relativement facile, il lui demande de lui indiquer, avec précision, les procédures que le contribuable doit suivre pour éviter de produire, pour chaque journée travaillée, les justificatifs à hauteur de 18 francs ou, le cas échéant, de lui indiquer la façon de justifier, plus globalement la prise de repas à l'extérieur.

Texte de la réponse

Les salariés qui optent pour la déduction du montant réel de leurs frais sont autorisés à faire état de frais supplémentaires de repas pris sur leur lieu de travail lorsqu'ils ne peuvent rentrer prendre leur repas au domicile en raison de leurs horaires de travail ou de l'éloignement de leur domicile. Pour déterminer le montant de leurs frais déductibles à ce titre, ils peuvent utiliser les règles d'évaluation forfaitaire prévues par l'administration (la dépense supplémentaire par repas est estimée à une fois et demie le minimum garanti, soit 27,34 francs depuis le 1er juillet 1997). La somme obtenue est diminuée, le cas échéant, de la participation de l'employeur à l'acquisition de titres restaurants. Cette solution, qui est moins contraignante s'agissant de la conservation des pièces justificatives, ne dispense pas le salarié de faire la preuve, par tous moyens, qu'il supporte effectivement des frais supplémentaires. Il peut ainsi lui être demandé d'établir qu'il ne dispose pas d'une cantine sur le lieu de travail ou qu'il n'est pas en mesure d'y prendre ses repas, ce qui lui impose un mode de restauration qui se traduit par une charge supplémentaire par rapport au coût du repas à domicile. Au cas particulier, s'il est établi que le contribuable ne dispose pas de restauration collective sur le lieu de travail et que par ailleurs la durée de la pause méridienne ne lui permet pas de rejoindre son domicile pour déjeuner, l'existence de frais supplémentaires de repas peut être présumée.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cardo](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 2143

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée le : 11 août 1997, page 2567

Réponse publiée le : 13 avril 1998, page 2067